



24 Janvier 2023

## Résolution du Bureau du Parlement Panafricain sur l'impact des sanctions sur la sécurité alimentaire de l'Afrique

Considérant l'article 17 de l'Acte Constitutif de l'Union Africaine qui institue le Parlement Panafricain,

Considérant également l'article 3 du Protocole au Traité instituant la Communauté Economique Africaine relatif au Parlement Panafricain,

Rappelant que les Dirigeants Africains se sont engagés en 2014 en vertu de la Déclaration de Malabo, sa stratégie de mise en œuvre et sa feuille de route, à réduire la pauvreté et à éliminer la faim en 2025 par l'accroissement des investissements agricoles en leur accordant au moins 10 % des budgets Gouvernementaux, en encourageant les femmes et les jeunes travaillant dans le secteur de l'agriculture et en renforçant le commerce agricole intra-africain,

Notant que le conflit en Ukraine et en Russie véhicule un impact global sur les populations vulnérables en particulier en Afrique- les prix des produits fertilisants ont augmenté de 300% et le Continent fait face à une pénurie en ce domaine d'environ 2 millions de tonnes métriques en raison des restrictions imposées au transport maritime, aux opérations de banque, aux assurances et autres logistiques de transactions de marchandises y afférentes,

Mettant l'accent sur le fait que l'accès réduit des paysans africains au marché mondial des produits fertilisants aura des conséquences tragiques en Afrique en 2023- selon la Banque Africaine de Développement, la production des denrées alimentaires en Afrique diminuera de 20% au moins et le Continent pourrait perdre plus de 11 milliards de dollars américains en valeur de production des denrées alimentaires,

Notant aussi que les pays qui imposent des sanctions directes ou indirectes et les décisions y afférentes pour limiter le flux des produits fertilisants au marché mondial assumeront la responsabilité de ce risque,

Reconnaissant que le problème de l'alimentation ira au-delà de la famine vu qu'une grande partie de la population africaine n'aura pas l'énergie d'être productive et de ce fait elle serait soumise à l'esclavage,

Préoccupés par le fait que l'émigration illégale en Europe augmenterait sensiblement conséquemment à la pénurie de produits alimentaires,

Reconnaissant que l'échec d'entreprendre une action décisive par les pays appropriés et par les Institutions internationales provoquerait la faim, l'émigration et créerait une menace pour la paix et la prospérité futures non seulement en Afrique mais à travers le Monde tout entier,

Insistant sur le fait que l'Afrique ne pourrait permettre que ses besoins humains vitaux soient sacrifiés,

Décide par la présente

De créer une mission d'information avec effet immédiat pour évaluer l'impact des sanctions actuelles concernant la pénurie en matière de fertilisants et de les traiter avec les Gouvernements et les Institutions concernés avec référence particulière à:

- (i) Le Bureau du PAP doit dans l'immédiat consentir le maximum d'efforts pour stopper cette guerre en accomplissant le rôle de médiation entre toutes les parties belligérantes tels la Russie, l'Ukraine, les Etats Unis d'Amérique, l'Union Européenne etc,
- (ii) Condamner avec des propos forts si possible les sanctions imposées à la sécurité alimentaire de l'Afrique et demander aux parties responsables de ces sanctions de les lever immédiatement étant donné qu'elles impactent la chaîne africaine d'approvisionnement alimentaire,
- (iii) Le Bureau du PAP lance un appel aux peuples d'Afrique et à ses Dirigeants de se lever et combattre pour le droit des peuples d'Afrique en particulier pour stopper les décisions unilatérales sur le futur de l'Afrique sans consulter cette dernière et qui sont héritées des ex puissances coloniales,
- (iv) Créer une plateforme où toutes les parties prenantes débattront et discuteront de la manière de traiter la question de la sécurité alimentaire de l'Afrique,
- (v) Le PAP devrait dépêcher des délégations en Russie, en Ukraine, aux Etats Unis d'Amérique, aux Nations Unies, en Union Européenne, au Conseil de Sécurité de l'Union Européenne, en Allemagne, en France , au Conseil de Sécurité des Nations Unies etc .